ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Parti Communiste Français



Electrices, Electeurs,

Le 23 Novembre, vous allez voter.

Le Parti Communiste Français, ses Elus, ses Candidats acceptent avec confiance d'être jugés sur leurs actes. Pourquoi ? Parce que nous avons le sentiment d'avoir toujours défendu loyalement et fermement les intérêts et les aspirations de notre peuple. Nos votes au Parlement, notre action dans le Pays en témoignent.

VOTER COMMUNISTE: C'EST VOTER UTILE.

Les Ouvriers, les Paysans savent d'expérience que les principales conquêtes sociales : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'Office du blé, furent arrachées à l'époque du Front Populaire, lorsque les Députés Communistes étaient nombreux à la Chambre.

De même, c'est au lendemain de la Libération, lorsque les Communistes étaient au Gouvernement que furent imposés : les nationalisations, la Sécurité Sociale, la retraite des Vieux, le statut du fermage, le statut des fonctionnaires. Et c'est encore grâce aux 150 Députés Communistes que furent obtenus dans la dernière législature : les trois semaines de congés payés, le Fonds National Vieillesse, la ristourne de 15 % sur les achats de matériel agricole, l'allocation vieillesse en faveur des vieux paysans, l'amé-

lioration du régime des prestations familiales, les lois sur l'indexion des prix agricoles à la production...

Notre Parti qui depuis 1947 a été systématiquement tenu à l'écart du Gouvernement et des majorités gouvernementales, est le seul qui ne porte aucune responsabilité dans une politique qu'il n'a cessé de combattre.

Cependant, aujourd'hui, les responsables du passé de tous les malheurs de la France croient pouvoir échapper à leurs responsabilités en se couvrant de leur ralliement à de Gaulle et en se présentant démagogiquement comme les partisans du « renouveau national ».

Ils s'appellent Pinay, Bidault, Soustelle, G. Mollet, F. Gaillard ...

Et la vérité, c'est que depuis 1947, l'indépendant Pernin, le M.R.P. Georges, mais aussi le Socialiste Pioud avec Coltice et le radical Bouvard avec St-Cyr, les représentants de Soustelle, Jouvent et Desvignes n'ont jamais cessé d'apporter leur soutien à cette néfaste politique. Leurs votes, leurs actions dans l'Ain sont là pour le confirmer.

Quant à M. Mercier, son silence permanent sur les grands problèmes qui intéressent notre Pays — sous couvert de « ne pas faire de politique » — n'a-t-il pas favorisé cette politique néfaste poursuivie depuis 1947.

Electrices, Electeurs,

Au verso de cette circulaire, vous trouverez notre Programme National.

Les Ouvriers, les Paysans, les Républicains de Bresse, du Revermont y trouveront les solutions des problèmes qui répondent particulièrement à leurs revendications, à leurs besoins de Paix, de Liberté.

Nous connaissons aussi les revendications particulières et les plus urgentes qui intéressent vivement la population de la circonscription de Bourg.

Voilà pourquoi, nous poursuivons notre action:

◆ AVEC LES TRAVAILLEURS, LES OUVRIERES, LES MAMANS: pour que soit donné satisfaction aux revendications particulières comme le transport à la charge des patrons, l'édification de Bourse du Travail, etc...; pour l'augmentation de 20 % des Allocations Familiales; pour l'installation de crêches, de jardins d'enfants, la création de patronages laïques...;

AVEC LES PETITS ET MOYENS PAYSANS DE BRESSE, DU REVERMONT:
 afin qu'une aide plus grande leur soit apportée (prêts sans intérêts ou à
 bas faux qui permettrait la modernisation des exploitations familiales,
 d'améliorer les rendements, de restaurer l'habitat rural...). Pour compléter
 les adductions d'eau, nous demandons que sans attendre :

— des crédits soient alloués pour permettre l'assainissement des prairies dans les cantons comme Coligny, Montrevel, St-Trivier-de-Courtes, etc... qui sont très affectés par la douve et la bronchite vermineuse qui amène ainsi de grandes pertes pour les paysans; pour l'endiguement de la Saône;

— des mesures soient prises pour juguler la spéculation sur les terres.

Nous poursuivrons notre action pour le maintien des avantages acquis
(privilège des bouilleurs de crû, combattu par St-Cyr - Bouvard, statut
du fermage, Commissions paritaires); pour qu'une aide plus importante
soit apportée aux différentes coopératives, aux C. U. M. A.

AVEC LES CONSEILS MUNICIPAUX: pour la défense des libertés communales, contre la tutelle écrasante de l'Etat, du Département; pour la réduction massive des charges d'assistance; pour l'augmentation des crédits nécessaires à la réfection et à l'entretien des routes et des chemins vicinaux; la reprise du reclassement des chemins vicinaux les plus importants en routes départementales; pour terminer l'électrification des écarts — en force —; pour le développement rapide du tourisme populaire.

- ♠ AVEC LES MAL-LOGES: pour la construction en plus grand nombre de H. L. M. Nous demandons le recensement des locaux inoccupés ou insuffisamment occupés depuis longtemps et leur réquisition effective au profit des mal-logés et sans logis.
- ◆ AVEC TOUS LES LAIQUES: pour l'abrogation des lois anti-laïques et contre les propositions de lois anti-laïques de Saint-Cyr votées par le Sénat réactionnaire; pour la construction des groupes scolaires nécessaires et la nomination de maîtres en nombre suffisant; pour l'agrandissement des Ecoles Normales, la création de nouveaux lycées, de collèges, d'internat (filles et garçons).
- ♠ AVEC L'ENSEMBLE DES MASSES LABORIEUSES: pour l'amélioration du réseau d'Hôpitaux, de Maternités, de Maisons pour les Vieux travailleurs; pour des créations nouvelles de Services de transport des élèves.

Les Elus communistes agiront pour faire aboutir la proposition de loi du député communiste Billat tendant à faire allouer aux pompiers des Communes une retraite annuelle de 20.000 francs.

AVEC LES JEUNES: pour le droit au travail, à l'instruction, aux loisirs, le respect des lois sociales; l'aide de l'Etat et du Département pour la construction de Maisons de la Jeunesse à la ville et à la campagne.

Avec les jeunes retour d'Algérie: pour que soient reconnus tous leurs

droits et pour l'aboutissement de leurs revendications.

NOTRE PROGRAMME

E coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui;

il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation. Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %,

apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir. Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parle-

ment les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPU-LAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

- 2) PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.
- 3) POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.
- 4) REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin
- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;
- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.
- 5) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.
- 6) RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUC-TION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :
- par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution;
- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion:
 - par le contrôle du peuple sur ses élus;
 - par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction; pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation; pour assurer la présence à l'Assemblée nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix;

Pour la victoire de la République; Pour l'avenir de la France;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR

Emile MACHURAT

Ouvrier
Secrétaire de la Fédération de l'Ain du P. C. F.
Ancien Résistant - Carte C. V. R.
Frère de Fusillé

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Suppléant : Georges BOZONNET, Cultivateur à Saint-Denis-lès-Bourg

ELECTRICES, ELECTEURS, ATTENTION! Votez sans aucune rature sur le bulletin, sans rayer le nom du suppléant, sans inverser les noms, car votre bulletin sera NUL.

Vu : Le Candidat.